

Ce jeune UDC qui veut rendre Noël obligatoire à l'école

» PORTRAIT

Le Saint-Gallois
Lukas Reimann se profile contre «l'islamisation de notre culture». A 24 ans, il va tenter de faire le grand saut au Conseil national cet automne.

Avec ses boucles blondes, son teint rosé et son air de garçon bien élevé, Lukas Reimann ne correspond pas à l'image qu'on se fait d'un politicien conservateur et patriote. Lui se définit plutôt comme national-libéral. Pourtant, l'étudiant en droit de 24 ans mène une croisade sans relâche contre ce qu'il appelle «l'islamisation de notre culture». A ses yeux, la religion de Mohammed représente une véritable menace. Il craint sa montée en puissance, notamment chez les jeunes musulmans.

Avec son combat, le député démocrate du centre a le vent en poupe. Son militantisme visant à obliger les écoles à fêter Noël trouve un large écho parmi la population saint-galloise. En moins de deux mois, près de 10 000 personnes ont signé sa pétition. «Certains établissements n'organisent plus rien de peur de heurter les non-chrétiens», déplore Lukas Reimann. «Nous voulons donner un signal fort aux musulmans intolérants qui souhaitent que leurs enfants soient dispensés des Noëls scolaires.»

C'est en décembre dernier que le président des Jeunes UDC lance sa pétition, alors que la polémique enfle dans la presse.

Forcer les étrangers à respecter la loi et les coutumes

«Toutes les personnes qui vivent dans notre pays sont tenues de respecter nos lois et nos coutumes. Les étrangers qui vivent en Suisse, mais qui n'observent pas nos lois, nos us et nos coutumes doivent quitter le pays», estime l'UDC. Faisant de la violence des jeunes - en



CROISADE Pour Lukas Reimann, la religion de Mohammed représente une véritable menace. Le président UDC dit craindre sa montée en puissance.

Pour mener son action à bien, il rassemble autour de lui des membres de son parti, mais aussi des représentants religieux, des enseignants et des écoliers. «Nous nous attendions à récolter mille signatures, nous en avons obtenu dix fois plus», se réjouit Lukas Reimann. Les envois par e-mail ont provoqué un effet boule-de-neige. «Beaucoup de gens nous

ont téléphoné pour demander des formulaires à signatures, se souvient-il, et parmi eux des écoliers dont la voix n'avait visiblement pas encore mué.»

La pétition ne précise pas comment la fête doit être abordée en classe. «Il s'agit de marquer le coup en chantant des chansons de Noël ou en expliquant son origine, par exemple», précise

Lukas Reimann. Mais il ajoute qu'il ne remet pas en question la laïcité de l'école et voit Noël davantage comme une fête culturelle que religieuse.

Ambitions bernoises

Lukas Reimann n'a peut-être que 24 ans, mais déjà une solide expérience de politicien a son actif. Précocité, il devient à 15 ans membre de l'ASIN, organisation qui défend la neutralité de la Suisse. Aujourd'hui, il fait partie de son état-major et cumule les mandats: député au Grand Conseil saint-gallois, membre du comité de la section saint-galloise de l'UDC, président des Jeunes UDC et coprésident de Young4fun, une organisation nationale-conservatrice.

Son modèle? c'est son oncle Maximilian Reimann, le conseiller aux Etats argovien, égale-

ment UDC. Comme Lukas Reimann se voit sous la coupole, il pourrait déjà être élu cet automne. Grâce à ses bons résultats aux élections de 2004, le Saint-Gallois est sur la liste des candidats au Conseil national suisse. Il aimerait poursuivre ses études de droit à Berne. Ce se-

Il sourit-il. Dopé par un large soutien de la population à sa candidature, le candidat loup promet de mener une politique populaire si elle ne prend pas la forme d'un slogan. Gall sera ainsi l'homme suisse à inscrire dans le programme scolaire comme l'a récemment fait le canton, pour faire disparaître les écoles.

particulier des jeunes étrangers - un thème central de campagne en vue des élections fédérales de cet automne, le parti agrarien veut lancer une initiative populaire visant à inscrire ce principe dans la Constitution. Les détails du texte sont discutés aujourd'hui même à Lugano

par l'assemblée des délégués. L'UDC, en tant que premier parti gouvernemental, estime avoir la responsabilité d'agir face «à la violence croissante chez les jeunes et les étrangers», suite aux différents faits divers qui ont ébranlé la Suisse ces dernières semaines.

M. K.